

---

# Emplois à Lausanne et dans sa région

---

*Analyse du recensement fédéral des entreprises et*

*des établissements de septembre 2001*

---



---

# Emplois à Lausanne et dans sa région

---

*Analyse du recensement fédéral des entreprises et*

---

*des établissements de septembre 2001*

---

Travail effectué au

Service cantonal de recherche  
et d'information statistiques

Etude réalisée par

Olivier Guye, chef de projets

Mise en page et composition

Marie-José Colagrossi

Responsable de la publication

Jean Campiche, chef de service

## Table des matières

	Pages
Introduction	5
En bref	7
Emplois et population à Lausanne et dans la région	9
Evolution de l'emploi	11
Emplois à temps partiel: en hausse constante	13
Près d'un emploi sur deux est occupé par une femme	15
Main-d'oeuvre étrangère en hausse	17
Secteurs et branches économiques : bilan d'une décennie	19
Etablissements et entreprises	23
Villes et agglomérations	25
Annexes	29
Région et agglomération lausannoise (carte)	31

## Avant-propos

Le 1er janvier de cette année, la Commune de Lausanne confiait sous mandat au SCRIS la production de l'ensemble de ses statistiques. Ainsi, ces travaux réalisés jusqu'ici par le Bureau lausannois de statistique (Bulstat) rattaché au Service des études générales et des relations extérieures (SEGRE) de la Commune de Lausanne, sont assumés désormais par la section « Statistique Lausanne » nouvellement créée au sein du SCRIS. En réalisant ce transfert, la Municipalité de Lausanne et le Conseil d'Etat se sont donnés pour objectifs de développer une synergie profitable aux deux entités et de permettre des économies appréciables en matière de logistique et d'investissements informatiques.

Les activités transférées portent sur l'ensemble de la production statistique lausannoise: population, fiscalité, chômage, assurances sociales, entreprises, logement, etc. Le SCRIS est aussi chargé de la diffusion de ces informations. Dans ce contexte, la présente publication inaugure une nouvelle série *Communications statistiques Lausanne* venant compléter la collection des *Communications statistiques Vaud* publiée par le SCRIS depuis mars 2002. Elle prend ainsi le relais de la revue «*Lausanne les chiffres pour la dire*» éditée par le Bulstat de 1997 à fin 2002. Le propos des *Communications statistiques Lausanne* est de présenter, deux fois l'an, les résultats d'enquêtes importantes menées à l'échelle de la ville de Lausanne, de ses quartiers, de sa région et de son agglomération. Ces publications visent à élargir la connaissance des phénomènes

urbains locaux tout en les mettant en relation avec ceux qui prévalent dans les autres grandes agglomérations urbaines du pays.

Ce premier numéro des *Communications statistiques Lausanne* est consacré à l'emploi. Il présente une analyse, mise en perspective historique, des résultats du dernier recensement fédéral des entreprises de septembre 2001. Cette enquête exhaustive constitue un pilier important de la statistique économique suisse. Elle est la seule qui offre un descriptif de l'emploi à l'échelle spatiale de toutes les communes.

Cette publication paraît en même temps que *Emplois et établissements vaudois*. Complémentaires, ces deux *Communications statistiques* dressent un panorama complet de l'évolution de l'emploi dans le canton tout en portant un regard spécifique sur la région lausannoise qui concentre la moitié des emplois vaudois.

Les trois numéros à venir de *Communications statistiques Lausanne* seront consacrés à l'analyse des résultats du recensement fédéral de la population 2000. La prochaine publication contiendra un panorama général des principaux résultats en abordant divers thèmes. Les deux suivantes présenteront un Atlas démographique et économique de la ville de Lausanne et de sa région.

Jean Campiche  
Chef du SCRIS

Jean-Pierre Allamand  
Chef du SEGRE



## INTRODUCTION

Le recensement fédéral des entreprises du 28 septembre 2001 révèle que la commune de Lausanne compte 3500 emplois de plus qu'en 1998. Durant la même période, les communes de la couronne lausannoise en ont gagné plus du double. Comme l'a montré la publication<sup>1</sup> de précédents résultats, cette croissance différenciée n'est pas nouvelle. La décentralisation a d'abord touché le secteur secondaire pour s'étendre au tertiaire dès les années huitante. Les derniers résultats du recensement montrent qu'aujourd'hui, même les branches les plus dynamiques, telles que l'informatique ou les biotechnologies, se développent indifféremment dans le centre ou la proche périphérie.

L'observateur soucieux de la santé économique de Lausanne peut appréhender ces résultats à deux niveaux : d'une part, ils révèlent une certaine perte de substance économique dans la ville, d'autre part, ils mettent en évidence que les frontières communales, héritées des paroisses du moyen-âge, ne sont plus guère pertinentes pour analyser le développement économique à l'heure de la globalisation des échanges.

Cette publication vise à apporter, de manière succincte et synthétique, quelques résultats du recensement fédéral des entreprises 2001, propres à nourrir cette réflexion. Depuis 2002, la situation économique s'est malheureusement dégradée. Les conséquences de cette évolution sur l'emploi n'ont bien entendu pas pu être prises en compte ici. A signaler cependant que l'on estime à 4500 emplois la perte enregistrée dans le canton de Vaud entre septembre 2001 et mars 2003.

### Recenser les entreprises : indispensable

L'analyse présentée porte essentiellement sur les résultats du recensement fédéral des entreprises de septembre 2001 qui couvre les secteurs secondaire et tertiaire. Le recensement ne relève que quelques caractères structurels importants, tels

le nombre d'emplois et la branche d'activité économique, mais le fait auprès de la totalité des entreprises, qu'elles appartiennent à l'industrie, aux arts et métiers, au commerce et aux services, aux professions libérales, à l'administration publique, à la sécurité sociale ou aux organisations sans but lucratif<sup>2</sup>. Réalisé trois fois par décennie, il est le seul relevé mené auprès de la totalité des unités de production du pays, ce qui en fait une enquête irremplaçable. Par ailleurs, il participe à la mise à jour du Registre fédéral des établissements et des entreprises qui sert de base au tirage d'échantillons lors des enquêtes par sondage et qui permet, ensuite, l'extrapolation des résultats aux niveaux national, régional ou cantonal.

### Etablissements et emplois recensés

Comme les recensements précédents, celui de 2001 porte sur les unités de production situées en Suisse. Seul l'emplacement géographique du ou des établissements d'une entreprise est déterminant, et non la réalité plus ou moins complexe de ses relations organisationnelles et financières avec l'étranger.

A l'intérieur des établissements situés en Suisse, tous les emplois sont comptabilisés<sup>3</sup>, qu'ils soient occupés par des résidents permanents, par des travailleurs ne séjournant que temporairement en Suisse (saisonniers, détenteurs de permis de courte durée) ou par des personnes résidant à l'étranger (travailleurs frontaliers). Il s'agit donc d'une notion différente de celle de population active, mesurée par exemple lors des recensements fédéraux de la population et qui ne recouvre que les personnes habitant le pays.

<sup>1</sup> «Ville et agglomération de Lausanne : structures économiques», Office d'études socio-économiques, Lausanne 1988. «Economie lausannoise : bilan d'une décennie » in Bulletin statistique, no 1, janvier 1997, Office d'études socio-économiques, Lausanne 1997.

<sup>2</sup> Les ménages privés ne sont pas pris en compte, même lorsqu'ils emploient du personnel domestique. Ne sont pas non plus pris en compte les représentations des Etats étrangers en Suisse, les organisations internationales ni les établissements dont le personnel travaille moins de 20 heures par semaine au total.

<sup>3</sup> Pour autant qu'ils représentent au moins 6 heures de travail par semaine.

## Quelques définitions

### Entreprises et établissements

Les recensements des entreprises fournissent des informations au niveau des établissements et des entreprises. L'entreprise est la plus petite unité juridiquement indépendante. Elle peut se composer d'un seul ou de plusieurs établissements (établissement principal avec ses succursales et annexes). L'établissement est défini comme un lieu géographique bien délimité et non comme une entité juridique.

### Plein temps et temps partiel

Sont considérées comme travaillant à plein temps dans un établissement les personnes dont la durée de travail hebdomadaire atteint au moins 90% de la durée habituelle du travail à temps complet dans l'établissement considéré. Les autres personnes travaillent à temps partiel; une distinction est faite selon que la durée de travail à temps partiel est inférieure ou au moins égale à un mi-temps; on ne compte toutefois que les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine.

### Equivalent plein temps

Afin d'améliorer la comparabilité des résultats dans le temps ou entre branches économiques, les emplois à temps partiel de chaque type (inférieur ou au moins égal à un mi-temps) sont convertis en emplois à plein temps. Pour calculer les équivalents plein temps, on multiplie l'effectif des emplois à temps partiel par un taux moyen d'occupation dépendant de la branche économique considérée. Ces taux moyens sont estimés à partir d'une autre enquête fédérale (enquête suisse sur la population active).

### Branche économique

L'attribution de l'activité économique dans le cadre des recensements des entreprises se fonde sur la nomenclature des activités économiques NOGA, structure à cinq niveaux dont les quatre premiers sont identiques à ceux de la nomenclature européenne NACE. Une activité économique - et une seule - est attribuée à chaque établissement. L'activité d'une entreprise comptant plusieurs établissements est celle représentant le plus grand nombre d'équivalents plein temps.

### Région et agglomération

Lausanne Région est une association de communes qui vise à développer les relations intercommunales, notamment en matière de promotion économique. C'est à cet espace géographique que nous ferons référence chaque fois que nous écrivons la région lausannoise ou simplement la région. Les communes suivantes ont adhéré, sur une base volontaire, à **Lausanne Région** :

Belmont-sur-Lausanne, Bottens, Bretigny-sur-Morrens, Bussigny-près-Lausanne, Chavannes-près-Renens, Cheseaux-sur-Lausanne, Crissier, Cugy, Ecublens, Epalinges, Froideville, Jouxens-Mézery, Lausanne, Le Mont-sur-Lausanne, Les Cullayes, Lutry, Mézières, Morrens, Paudex, Prilly, Pully, Renens, Romanel-sur-Lausanne, Saint-Sulpice, Savigny, Villars-Ste-Croix.

Les agglomérations répondent à une définition statistique, basée notamment sur la proportion d'habitants d'une commune qui travaille dans le centre et sur la continuité territoriale. A partir des indications du recensement fédéral de la population 2000, l'Office fédéral de la statistique a inclus dans l'**agglomération lausannoise** les communes suivantes :

Aclens, Assens, Aubonne, Belmont-sur-Lausanne, Bioley-Orjulaz, Bottens, Boussens, Bremblens, Bretigny-sur-Morrens, Buchillon, Bussigny-près-Lausanne, Bussy-Chardonney, Carrouge (VD), Chavannes-près-Renens, Cheseaux-sur-Lausanne, Chigny, Cossonay, Crissier, Cugy (VD), Cully, Daillens, Denens, Denges, Echallens, Echandens, Echichens, Ecublens (VD), Epalinges, Etagnières, Etoy, Froideville, Grandvaux, Jouxens-Mézery, Lausanne, Le Mont-sur-Lausanne, Les Cullayes, Lonay, Lully (VD), Lussy-sur-Morges, Lutry, Malapalud, Mex (VD), Mézières (VD), Montpreveyres, Morges, Morrens (VD), Paudex, Penthaz, Penthalaz, Poliez-le-Grand, Préverenges, Prilly, Pully, Renens (VD), Romanel-sur-Lausanne, Romanel-sur-Morges, Saint-Barthélemy (VD), Saint-Prex, Saint-Saphorin-sur-Morges, Saint-Sulpice (VD), Savigny, Servion, Sullens, Tolochenaz, Villars-Sainte-Croix, Villars-sous-Yens, Villars-Tiercelin, Villette (Lavaux), Vufflens-la-Ville, Vufflens-le-Château.

Une carte détaillée se trouve en annexe.

**AVERTISSEMENT** : les résultats statistiques présentés ici sont quelque peu différents des données publiées précédemment par le SCRIS ou diffusées par l'Office fédéral de la statistique. L'auteur a en effet apporté certaines corrections destinées à rectifier des erreurs commises lors des recensements ou à harmoniser dans le temps les critères ayant dicté l'attribution à chaque établissement d'une branche économique. La principale conséquence est (pour les recensements antérieurs à 2001) une diminution des emplois du secteur secondaire et une augmentation de ceux du secteur tertiaire.



## EN BREF

- Selon les résultats du recensement fédéral des entreprises de 2001, la commune de Lausanne compte, hors secteur primaire, 85 696 emplois. Le nombre d'emplois de l'ensemble des communes qui constituent Lausanne Région s'établit à 145 511.
- Entre 1998 et 2001, Lausanne a connu un gain de 3 477 emplois ce qui représente une croissance de 4,2%. Sur la même période, les autres communes de la région lausannoise ont gagné 7 703 emplois (+14,8%). Pour l'ensemble de Lausanne Région, cela représente une croissance de 8,3% (+11 180 emplois).
- A Lausanne, la croissance de l'emploi entre 1998 et 2001 n'est pas suffisante pour retrouver le niveau de 1991 (95 617), ni même celui de 1985 (89 812). Les autres communes de la région comptent 4 465 emplois de plus qu'en 1991, ce qui permet à l'ensemble de Lausanne Région de dépasser les 132 464 emplois de 1985 mais pas d'égaliser les 150 967 de 1991.
- En 2001, la région lausannoise concentre toujours la moitié des emplois du canton. La part de Lausanne dans l'emploi cantonal passe de 35,4% en 1985 à 29,8% en 2001, mais, presque symétriquement, la part du reste de la région passe de 16,8% en 1985 à 20,8% en 2001.
- Le secteur secondaire perd 4 889 (-33,7%) emplois équivalents plein temps (EPT) entre 1991 et 2001 à Lausanne. Au niveau de Lausanne Région, la perte se monte à 8 300 EPT (-26,5%) sur la même période. Le secondaire ne regroupe plus que 11% de l'emploi EPT à Lausanne, contre 18% à l'échelle de la région.
- A Lausanne, malgré une croissance de 4,3% de ses effectifs entre 1998 et 2001, le secteur tertiaire perd 4 624 EPT (-6,7%) de 1991 à 2001. A l'échelle de la région, le tertiaire connaît une croissance de 2,2% (+2 167 EPT) entre 1991 et 2001.
- Les cinq plus grandes villes de Suisse connaissent une croissance positive de 1998 à 2001. Lausanne, avec une croissance de 4,0% de l'emploi EPT, se trouve en 3ème position entre Genève (+4,6%) et Berne (+3,6%). Zurich connaît la plus forte croissance (+6,8%) et Bâle la plus faible (+3,2%).
- La branche *Santé et activités sociales* est plus présente à Lausanne que dans les autres villes. Elle y occupe 16% de l'emploi EPT devant Berne (13%), Genève (12%), Bâle (10%) et Zurich (9%).
- La croissance de l'emploi EPT est plus forte dans les agglomérations que dans leur ville-centre. De 1998 à 2001, l'agglomération lausannoise se classe en troisième position avec une croissance de 7,9%. Elle se trouve derrière les agglomérations zurichoise (8,5%) et genevoise (8,4%) mais devant l'agglomération bernoise (6,6%) et surtout bâloise (4,0%).
- En 2001, 30% des emplois à Lausanne s'exercent à temps partiel; cette proportion n'était que de 20% en 1985. Le temps partiel concerne 46% des emplois occupés par des femmes contre seulement 15% de ceux occupés par des hommes.
- En 2001, 41 766 emplois lausannois sont occupés par des femmes, soit 9,0% de plus qu'en 1985 (38 335). Durant la même période l'emploi masculin a diminué de 14,7%. La part de l'emploi féminin est ainsi passée de 43% à 49% en 16 ans.
- En 2001 à Lausanne, le nombre d'emplois occupés par des étrangers s'élève à 23 454. Entre 1985 et 2001, le bilan des emplois occupés par des étrangers est positif avec un gain de 2 124 emplois (+10,0%), alors qu'il est négatif pour les Suisses (-6 240 emplois, -9,1%).
- En 2001, dans le secteur marchand, 86% des 6 210 entreprises présentes à Lausanne n'ont qu'un seul établissement. Les 14% d'entreprises multi-établissements regroupent cependant presque la moitié (49%) des emplois EPT.



## EMPLOIS ET POPULATION À LAUSANNE ET DANS LA RÉGION

En 2001, on recense 85 970 emplois dans la commune de Lausanne et 1 468 64 dans l'ensemble des communes qui forment Lausanne Région.

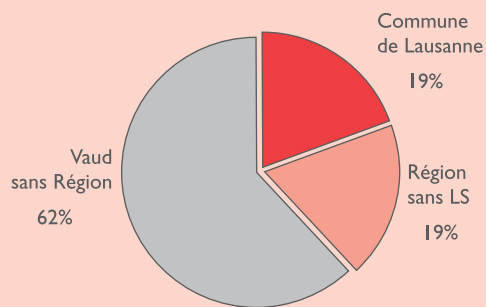
La commune de Lausanne regroupe 28% des emplois vaudois contre 19% de la population. Dans les autres communes de Lausanne Région, la proportion d'emplois atteint 20%, soit autant que la population (19%). Y compris le secteur primaire, la région lausannoise concentre près de la moitié des emplois (48%) alors que seulement 38% des résidents vaudois y habitent.

### Emplois (y c. secteur primaire) et population, 2000, 2001

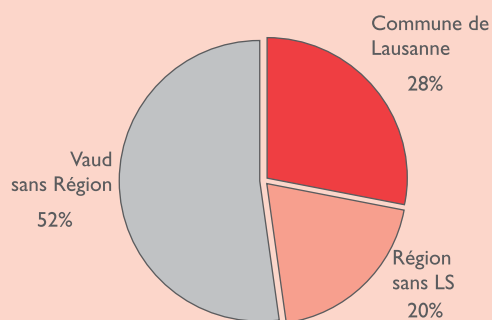
	Emplois	Population
Lausanne	85 970	124 914
Région sans Ls	60 894	119 118
Lausanne Région	1 468 64	2 440 32
Vaud sans Région	1 604 97	3 966 25
Vaud	3 073 61	6 406 57

Source: Recensement fédéral des entreprises 2001, recensement fédéral des établissements agricoles 2000, recensement fédéral de la population 2000

### Population, Vaud, 2000



### Emplois (y c. secteur primaire), Vaud, 2001



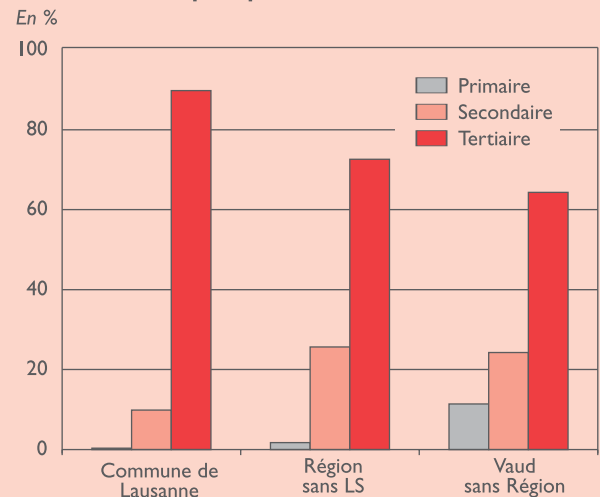
Le **secteur primaire** comprend l'Agriculture, la Sylviculture et la Viticulture. Il fait l'objet d'un recensement particulier dont le dernier a été réalisé en mai 2000. Le recensement fédéral des entreprises porte sur l'ensemble des entreprises et établissements du secteur secondaire et du secteur tertiaire. Dans les chapitres suivants, nous ne ferons

référence qu'à ce dernier. Par commodité de langage, cette omission du secteur primaire ne sera pas rappelée. Cependant, si elle est insignifiante pour Lausanne où ce secteur ne compte que 274 emplois, elle l'est déjà moins pour la région (1 353) et surtout pour le canton de Vaud où il représente 6,4% (19 672) de l'emploi.

Le **secteur secondaire** regroupe la production de biens tels que les Industries manufacturières, la Construction ou encore la Production énergétique. Il regroupe 10% des emplois (8 517) de Lausanne mais il est plus important sur l'ensemble de la région puisqu'il représente 16% des emplois (24 130).

Le **secteur tertiaire** comprend les services tels que le Commerce, l'Education, la Santé et le Social, ou encore les Banques et assurances. A Lausanne, il regroupe 90% (77 179) de l'emploi. Sa proportion est plus faible à l'échelle de la région avec 83% (121 381).

### Structure des emplois par secteur, 2001





## ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

Pour les seuls secteurs secondaire et tertiaire, Lausanne compte 85 696 emplois en 2001. Les communes situées autour de la ville, et qui forment avec elle Lausanne Région, en dénombrent 59 815.

### 1998-2001 : le retour de la croissance

Après la crise de la première moitié des années 90, le nombre d'emplois augmente à nouveau dans la région lausannoise. Cependant les effets de cette reprise se font sentir très différemment selon le niveau géographique : Lausanne retrouve certes 3 477 emplois (+ 4,2%) entre 1998 et 2001, la croissance de l'ensemble de Lausanne Région étant deux fois plus importante (+ 8,3%).

Evolution des emplois, 1985-2001

	1985	1991	1995	1998	2001
Lausanne	89 812	95 617	86 779	82 219	85 696
Lausanne Région	132 464	150 967	140 483	134 331	145 511

Si l'on extrait la commune de Lausanne de la région, la différence est encore plus frappante : les autres communes comptent 59 815 emplois en 2001, soit un gain de 7 703 emplois (+ 14,8%) par rapport à 1998.

Il ne s'agit pas ici d'une nouvelle tendance : on repérait déjà cette différence de croissance de 1975 à 1985.

### Lausanne et sa région : les effets de la conjoncture

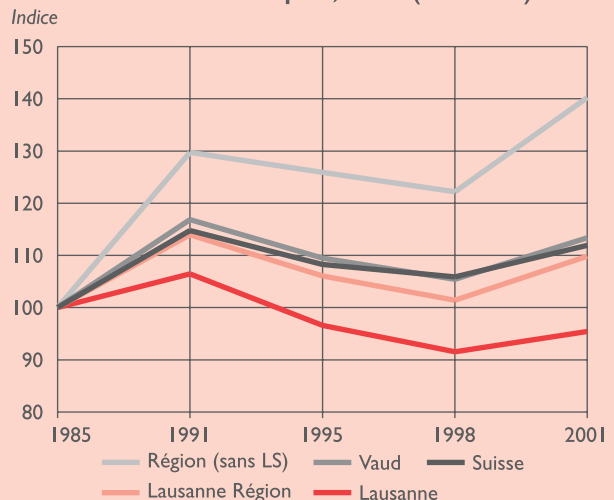
Les dates des recensements de 1985 à 2001 sont intéressantes car elles couvrent la plus grande crise de l'après-guerre en Suisse – de 1991 à 1998 – entourée de deux périodes de croissance, 1985-1991 et 1998-2001.

De 1985 à 1991, l'emploi lausannois augmente de 6,5%, tandis que les autres communes de Lausanne Région connaissent une croissance beaucoup plus marquée de 29,8%.

La crise des années nonante se fait très durement sentir à Lausanne : la ville voit ses emplois diminuer de 14% de 1991 à 1998. En nombre absolu, cela se traduit par une

perte de 13 398 emplois. Le reste de la région résiste mieux, l'emploi ne se contracte que de 5,9% soit une diminution de 3 249 postes de travail.

Evolution du nombre d'emplois, indice (1985=100)<sup>1)</sup>



<sup>1)</sup> Cet indice exprime les résultats de 1991 à 2001 en proportion du résultat de 1985. Ainsi, si l'indice 1985 vaut 140 en 2001, cela veut simplement dire qu'il y a 40% d'emplois en plus en 2001 qu'en 1985; à l'inverse, si l'indice vaut 95, qu'il y a 5% d'emplois en moins en 2001 qu'en 1985.

Comme déjà noté, la dernière période est celle du retour de la croissance.

La ville perd plus d'emplois que le reste de la région pendant la crise et elle en gagne moins pendant les périodes de haute conjoncture.

Ce phénomène de renforcement des autres communes de la région au détriment du centre ne semble dépendre que très peu des aléas conjoncturels et apparaît véritablement comme une tendance structurelle profonde.

Variations annualisées du nombre d'emplois, 1985-2001

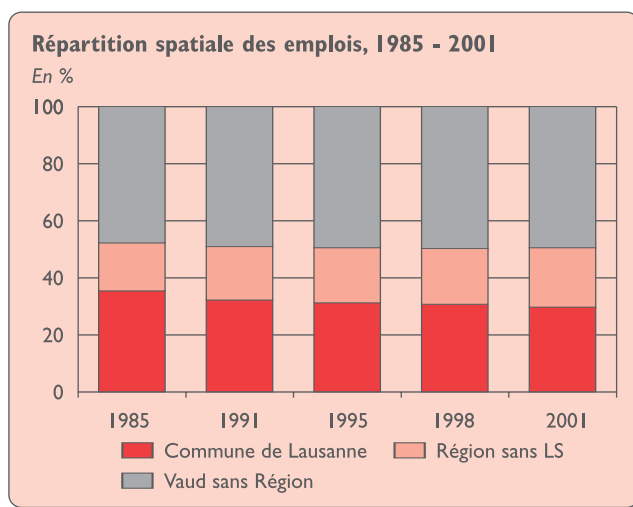
	1985-1991	1991-1998	1998-2001
Lausanne	+ 968	- 1 914	+ 1 159
Région sans LS	+ 2 116	- 463	+ 2 568
Ecart Ville-Région	1 149	1 451	1 409

### La moitié des emplois du canton sont concentrés dans la région lausannoise

La courbe de l'évolution de l'emploi de Lausanne Région prise dans son ensemble suit celle du canton de Vaud et de la Suisse.

La région lausannoise concentre, de manière relativement stable au cours de la période considérée, la moitié des emplois du canton: 52,2% en 1985 et 50,6% en 2001.

La redistribution de la répartition des emplois se passe donc au sein de la région: la part de Lausanne dans l'emploi cantonal passe de 35,4% en 1985 à 29,8% en 2001, mais, presque symétriquement, la part du reste de la région passe de 16,8% en 1985 à 20,8% en 2001.



## EMPLOIS À TEMPS PARTIEL : EN HAUSSE CONSTANTE

Pour le recensement fédéral des entreprises, les emplois avec un taux d'occupation inférieur à 90% sont considérés à temps partiel. En 2001, on compte 25 725 emplois à temps partiel sur le territoire de la commune de Lausanne, soit 2 103 de plus qu'en 1998. Dans l'ensemble de Lausanne Région, on en compte 40 203, en hausse de 4 591 par rapport à 1998.

### A Lausanne, 3 personnes sur 10 travaillent à temps partiel

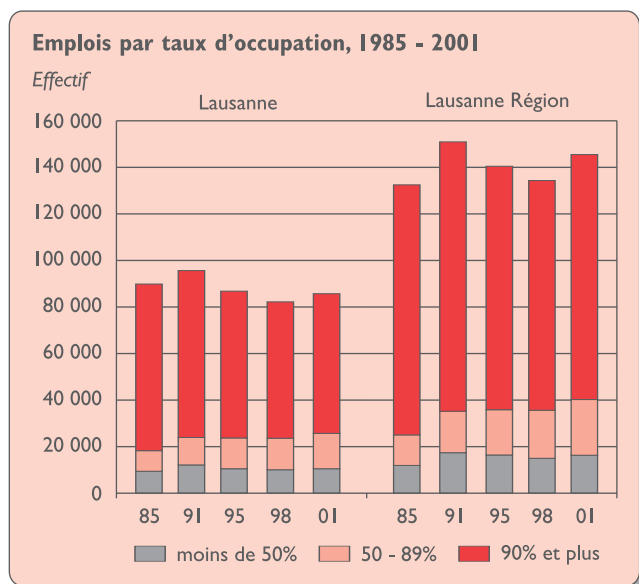
En 2001, 30% des emplois à Lausanne s'exercent à temps partiel; cette proportion n'était que de 20% en 1985. On retrouve cette évolution dans les autres communes de la région, mais à un niveau moins élevé: 24% d'emplois à temps partiel en 2001 contre 16% en 1985. La région lausannoise prise dans son entier atteint une proportion d'emplois à temps partiel de 28%, exactement identique à celle du canton de Vaud et à celle de la Suisse.

46% des emplois de la branche *Santé et activités sociales* sont à temps partiel et jusqu'à 57% dans *l'Enseignement*, alors qu'à l'opposé 94% des personnes actives dans la *Construction* travaillent à plein temps.

Les emplois à temps partiel de moins de 50% ont connu une croissance plus faible que ceux compris entre 50% et 90%. A Lausanne, les premiers n'ont augmenté que de 11,8% de 1985 à 2001 alors que les seconds connaissent une croissance de 70,5%.

### Le temps partiel, une spécificité féminine

En 2001 à Lausanne, le temps partiel concerne 46% des emplois occupés par les femmes. Identique à celle de l'ensemble de la région, cette proportion est cependant légèrement plus faible que celle de l'ensemble de la Suisse (50%). Le plein temps reste la norme des emplois occupés par les hommes: à Lausanne en 2001, seuls 15% sont exercés à temps partiel, légèrement plus qu'à l'échelle de la région (13%) ou qu'à celle du pays (12%).



Le temps partiel se rencontre principalement dans le secteur tertiaire où il constitue près du tiers des emplois (32% à Lausanne, 31% dans la région), alors qu'il ne représente qu'un dixième des emplois du secteur secondaire (11% à Lausanne, 10% dans la région). Dans la ville,

### Equivalents plein temps, 1985-2001

	1985	1991	1995	1998	2001
Lausanne	79 709	82 266	74 124	69 987	72 753
Lausanne Région	118 754	131 460	121 156	115 932	125 328

### Croissance 1998-2001 en terme d'«équivalents plein temps»

On peut se demander si cette hausse du temps partiel est à l'origine de la croissance du nombre d'emplois constatée entre 1998 et 2001. Il n'y aurait pas eu alors de véritable croissance mais simplement une répartition de «l'emploi global» entre un plus grand nombre de personnes, par le biais du temps partiel. La notion d'équivalent plein temps (EPT) nous permet de répondre à cette question.

A Lausanne, la croissance en équivalents plein temps atteint 4,0% de 1998 à 2001 contre 4,2% en nombre d'emplois et il en va de même pour Lausanne Région: EPT 8,1% et emplois 8,3%. L'effet de l'accroissement du nombre d'emplois à temps partiel ne masque donc pas

une stagnation du volume de travail, contrairement à la période 1985-1991.

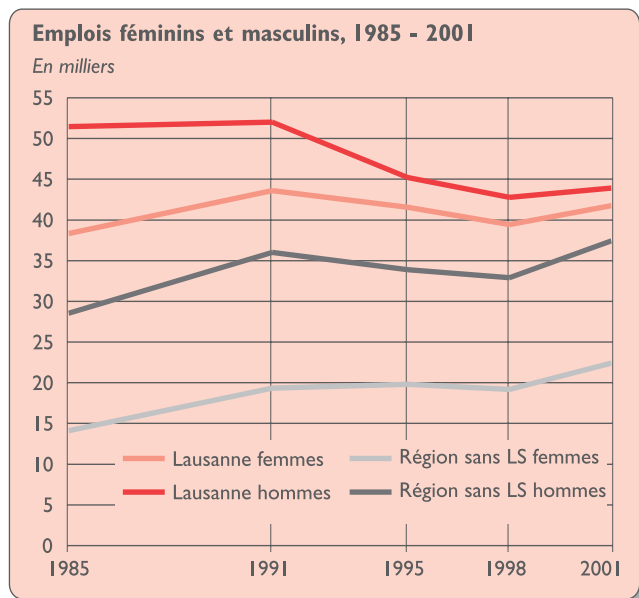
En effet, à Lausanne, la croissance était de 6,5% en nombre d'emplois, mais « que » de 3,2% en équivalents plein temps. Est-ce la pénurie de main-d'oeuvre à cette époque qui a nécessité la création d'emplois à temps partiel pour attirer des femmes retenues jusque là par des charges de famille par exemple?



## PRÈS D'UN EMPLOI SUR DEUX EST OCCUPÉ PAR UNE FEMME

En 2001, 41 766 femmes travaillent à Lausanne, soit 9,0% de plus qu'en 1985 (38 335). Cette augmentation est d'autant plus remarquable que durant la même période l'emploi masculin diminuait de 14,7%, passant de 51 477 à 43 930 emplois. La part de l'emploi féminin est ainsi passée de 43% à 49% en 16 ans.

de l'emploi à temps partiel qui explique la croissance de l'emploi féminin: il progresse de 55,3% (+6 870) alors que le temps partiel masculin n'augmente que de 9,3% (+549).



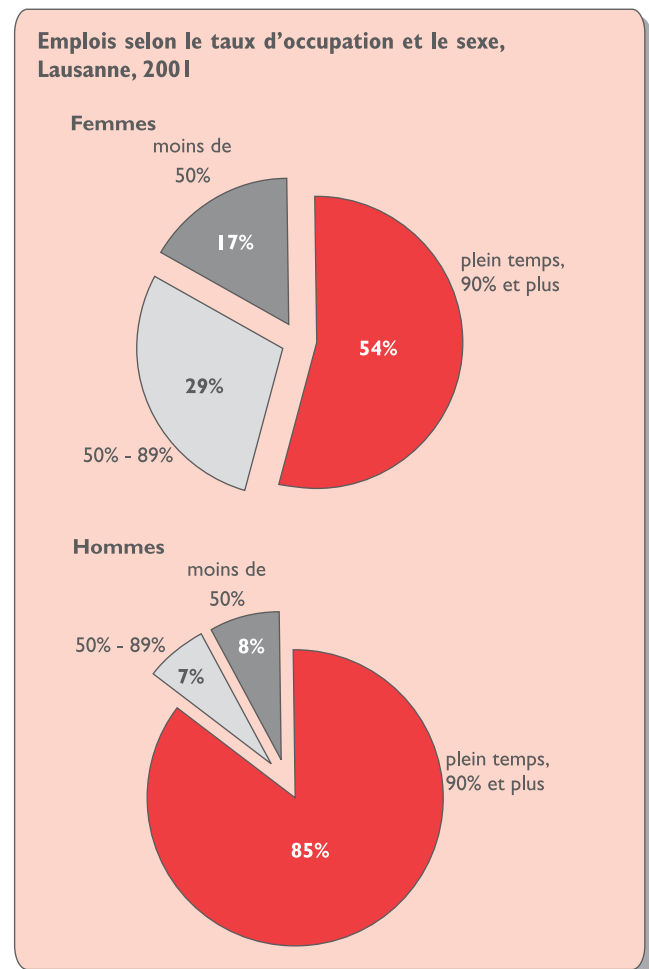
A Lausanne, cette tendance de fond se manifeste quelle que soit la conjoncture: entre 1998 et 2001, l'emploi féminin croît de 5,9% (+2 340) soit plus que l'emploi masculin (2,7%, +1 137).

Les femmes n'ont pas été épargnées durant la période de crise (1991-1998) – elles ont perdu 4 187 emplois (-9,6%) – mais les hommes ont été plus touchés (-9 211 emplois, -17,7%).

De 1985 à 1991, l'emploi féminin connaît une hausse de 13,8% (+5 278) alors que l'emploi masculin ne croît que de 1,0% (+527).

### Le temps partiel favorise l'emploi féminin

De 1985 à 2001, l'emploi à temps plein des femmes diminue moins (-13,3%, -3 439) à Lausanne que celui des hommes (-17,8%, -8 096), mais c'est surtout la hausse



### L'emploi de Lausanne Région légèrement moins féminisé

A l'échelle de l'ensemble de Lausanne Région, la proportion d'emplois occupés par des femmes est sensiblement plus faible qu'à Lausanne: 44% en 2001. Entre 1985 et 2001, les emplois féminins ont progressé de 22,3%, soit un gain de 11 697 emplois.

Durant la même période, l'emploi masculin n'a connu qu'une progression de 1,7%.

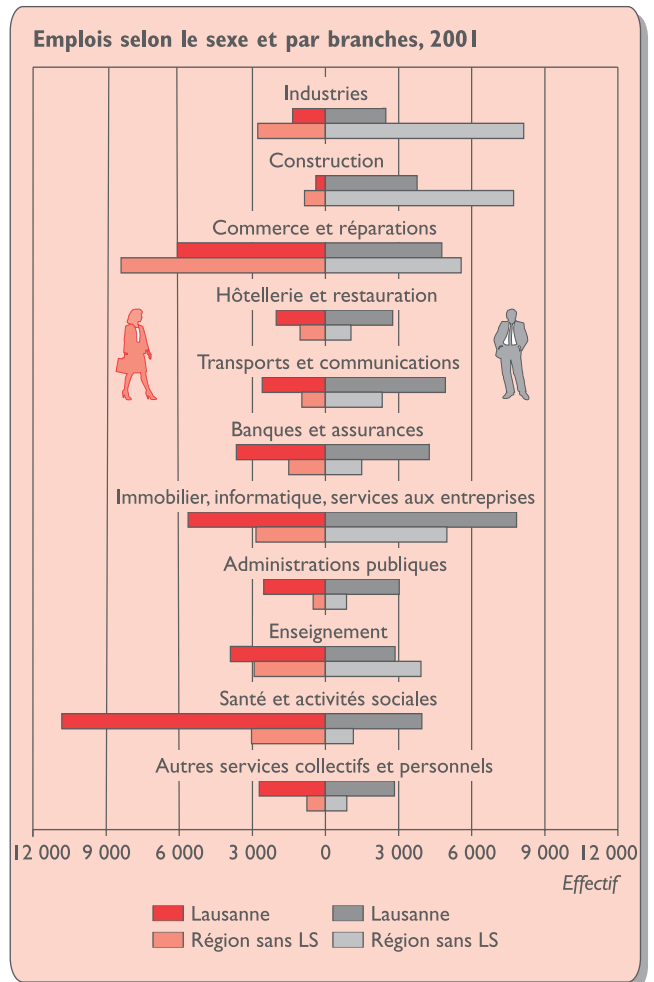
### Santé et activités sociales et Enseignement sont les branches les plus féminisées

La main-d'œuvre féminine est presque exclusivement employée dans le secteur tertiaire. Ainsi, à Lausanne en 2001, seulement 4% des femmes actives travaillent dans le secteur secondaire contre 15% des hommes actifs. Dans la région lausannoise, elles sont 8% à être employées dans ce secteur contre 23% pour les hommes.

En 2001, à Lausanne, les branches les plus féminisées sont Santé et activités sociales (73%), Enseignement (58%) et Commerce (56%). On trouve ensuite, avec entre 40% et 50% d'emploi féminin, les Banques et assurances (46%), Administrations publiques (45%), Hôtellerie et restauration (42%) et Immobilier, informatique et services aux entreprises (42%). Les branches les moins féminisées sont les Industries manufacturières (36%), les Transports et communications (34%) et surtout la Construction (10%).

De 1985 à 2001, c'est dans les Transports et communications que la proportion de femmes augmente le plus, passant de 23% à 33%. On peut également noter la branche Administrations publiques dont la proportion de femmes passe de 36% à 45% à Lausanne.

On retrouve le même classement des branches à l'échelle de l'ensemble de la région à un niveau sensiblement inférieur, à l'exception de l'Hôtellerie et de la restauration (44%) et de Banques et assurances (47%), qui sont légèrement plus féminisées qu'à Lausanne.



## MAIN-D'OEUVRE ÉTRANGÈRE EN HAUSSE

De 1998 à 2001, à Lausanne, le nombre d'emplois occupés par des étrangers croît de manière plus importante, 10,6%, que ceux occupés par des Suisses qui n'augmente, que de 2,0%. Entre 1985 et 2001, le bilan des emplois occupés par des étrangers est positif avec un gain de 2 124 emplois (+ 10,0%), alors qu'il est négatif pour les Suisses (-6 240 emplois, -9,1 %).

Emplois par origine, 1985-2001<sup>1</sup>

	1985	1995	1998	2001
<b>Lausanne</b>				
Suisses	68 482	64 195	61 007	62 242
Etrangers	21 330	22 584	21 212	23 454
en %	24	26	26	27
<b>Lausanne Région</b>				
Suisses	97 856	99 911	95 758	102 392
Etrangers	34 608	40 572	38 573	43 119
en %	26	29	29	30

<sup>1</sup> Le recensement fédéral des entreprises de 1991 ne permet pas de compter les emplois occupés par des étrangers.

Entre 1985 et 2001 dans les autres communes de la région, les emplois occupés par des étrangers augmentent plus (+48,1%) que ceux occupés par des Suisses (+36,7%). Cependant, entre 1998 et 2001, les emplois occupés par les Suisses augmentent plus (+15,5%) que ceux occupés par des étrangers (+13,3%).

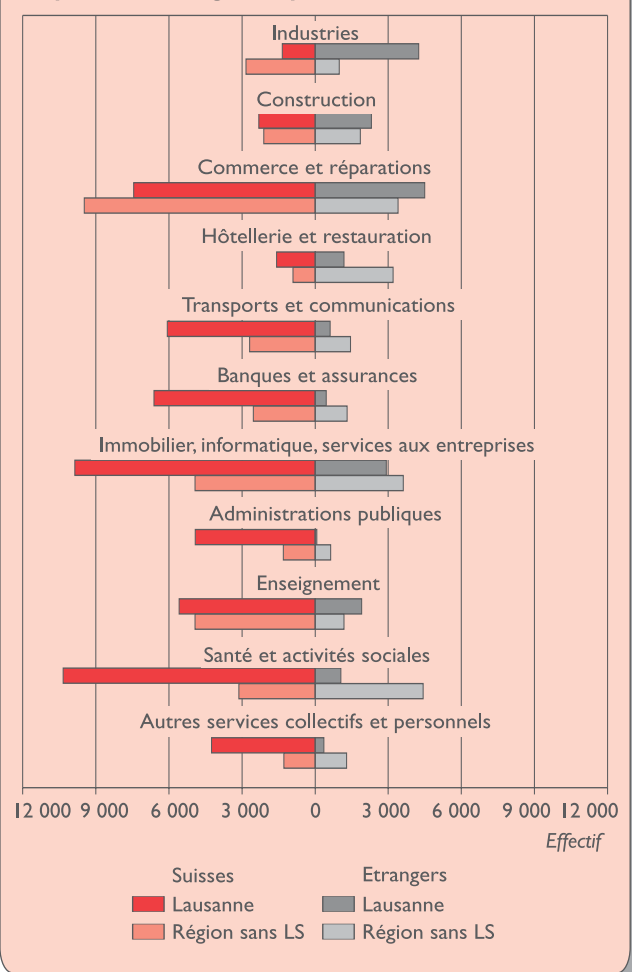
L'ensemble de la région a une proportion d'emplois étrangers identique à celle du canton (30%) alors que celle de la ville est légèrement inférieure (27%). Tous deux comptent cependant un nombre d'emplois occupés par des étrangers proportionnellement plus important que celui de la Suisse (24%).

Cette hausse de l'emploi étranger fait écho à la modification de la démographie lausannoise entre 1980 et 2000 qui a vu la population d'origine suisse diminuer de 10% alors que, durant la même période, la population étrangère augmentait de 14%.

En 2001, la branche *Hôtellerie et restauration* concentre la plus forte proportion de main-d'œuvre étrangère (67%).

Elle est suivie par la *Construction* (45%). A l'opposé, la branche *Administrations publiques* ne compte que 12% d'étrangers à Lausanne sans doute parce qu'il y a longtemps eu des limites institutionnelles à l'accès des étrangers à ces emplois. L'ensemble des branches fortement liées au secteur public se retrouve d'ailleurs en dessous de la moyenne: *Transports et communications* (19%) et *Enseignement* (18%). Notons également la faible proportion de main-d'œuvre étrangère dans la branche *Banques et assurances* (17%).

Emplois selon l'origine et par branches, 2001



### **Un tiers de plus d'emplois occupés par des étrangères**

On recense 10 801 femmes étrangères actives à Lausanne en 2001, soit 2 667 de plus qu'en 1985 (+21,5%). Cette progression est plus importante que celle enregistrée par les femmes actives de nationalité suisse (+704, +4.9%). Les emplois occupés par des hommes étrangers (12 653) sont légèrement moins nombreux qu'en 1985 (-543, -3,7%) mais on compte surtout 7 004 (-15,1%) emplois de moins occupés par des hommes suisses même si ces derniers restent la catégorie la plus employée à Lausanne (31 277).

## SECTEURS ET BRANCHES ÉCONOMIQUES : BILAN D'UNE DÉCENNIE

Dans ce chapitre, comme il s'agit de comparer des secteurs et des branches économiques, nous utiliserons les emplois mesurés en terme d'équivalent plein temps (EPT).

A Lausanne, le secteur secondaire a perdu 37,7% de ses effectifs de 1991 à 2001. Sur la dernière période, de 1998 à 2001, on constate cependant une stabilisation avec un très léger gain de 69 emplois.

Le secteur tertiaire s'en sort mieux avec notamment un retour de la croissance (4,3%) de 1998 à 2001. Il perd néanmoins 4624 EPT sur les dix ans, ce qui représente 6,7% de ses effectifs.

Le processus de tertiarisation continue donc: le secondaire représentait 16% de l'emploi à Lausanne en 1991 contre 11% en 2001.

Emplois (EPT) par secteurs économiques, 1991 - 2001

	1991	1995	1998	2001
<b>Lausanne</b>				
Secondaire	12954	9587	7996	8065
Tertiaire	69312	64538	61992	64688
Ensemble	82266	74124	69987	72753
<b>Région sans LS</b>				
Secondaire	18335	15282	13894	14925
Tertiaire	30859	31749	32050	37650
Ensemble	49194	47032	45945	52575

Dans les autres communes de Lausanne Région, le secondaire perd également une part non négligeable de ses effectifs (-18,6%), mais retrouve la croissance sur la dernière période considérée (7,4%).

Le secteur tertiaire a, quant à lui, connu une croissance continue de ses effectifs au cours de ces dix années. Avec une croissance de 22% de 1991 à 2001, et de 17,5% de 1998 à 2001, il fait plus que compenser les pertes du secondaire. Cela se traduit par une tertiarisation rapide des communes de la couronne lausannoise: le secondaire qui représentait encore 37% des emplois en 1991 n'en compte plus que 28% en 2001.

Pour Lausanne Région considérée dans son ensemble, cette décennie se termine par une perte de 8300 emplois EPT (-26,5%) dans le secteur secondaire. Avec un gain de 2167 emplois (2,2%) le secteur tertiaire ne

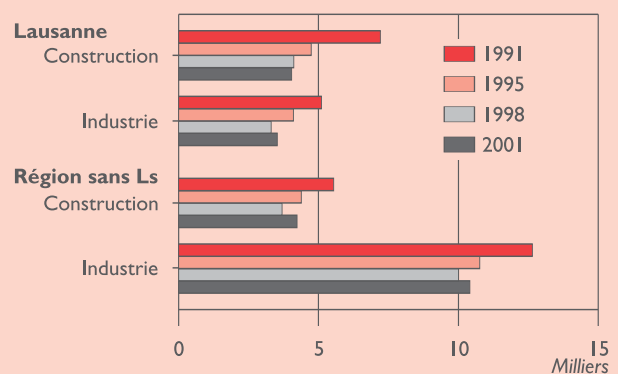
parvient pas à combler cette perte. La part du secteur secondaire passe de 24 à 18%.

### Construction: la plus mauvaise performance de la décennie

De toutes les branches d'activité, secondaire et tertiaire confondus, la construction a le plus souffert au cours de cette décennie. A Lausanne, elle a perdu 3176 emplois, soit 44,0% de ses effectifs. Malgré la reprise économique, la branche perd encore quelques emplois de 1998 à 2001.

Dans les autres communes de la région, l'hémorragie est un peu moins forte sur la décennie avec une perte de 1310 emplois (-23,6%) et la reprise se fait sentir de 1998 à 2001 avec une croissance retrouvée de 14,5% (+538 EPT). En 2001, pour la première fois, la construction compte plus d'emplois (4235 EPT) dans la couronne lausannoise que dans le centre (4036 EPT).

Emplois (EPT) du secteur secondaire par branches, 1991 - 2001



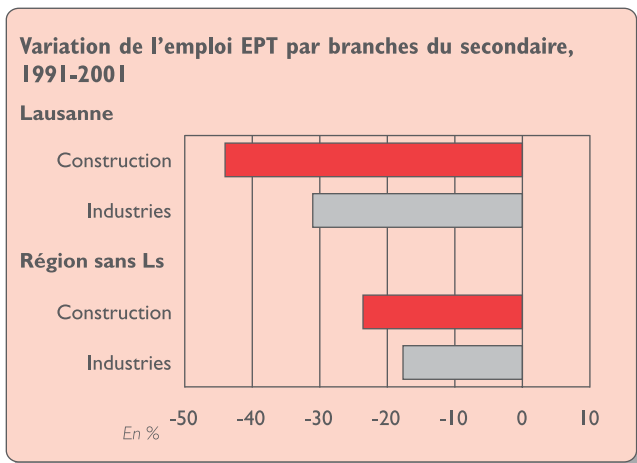
La branche "Production d'énergie et eau" n'est pas représentée sur le graphique. Elle comptait 509 emplois EPT à Lausanne en 2001 et 278 emplois dans les autres communes de la région.

### Industrie: baisse importante des effectifs

A Lausanne, la branche Industrie perd 1613 emplois sur la décennie, ce qui représente une baisse de 31,9% malgré une légère embellie de 1998 à 2001 (+198 emplois).

Même si elle perd 474 emplois, l'Édition et impression reste le plus important employeur de la branche avec

1 651 emplois en 2001. En deuxième position, mais loin derrière, le *Travail des métaux* regroupe 242 emplois. La *Fabrication de machines* qui comptait encore 890 emplois en 1991, n'en compte plus que 190 en 2001.



Dans les autres communes de la Région, la branche *Industries* est, avec 10 412 emplois EPT, près de trois fois plus importante qu'à Lausanne (3520). Elle a cependant perdu 17,7% (-2 237) de ses effectifs depuis 1991 malgré une reprise certaine (+4%) de 1998 à 2001. La *Fabrication de machines* reste le plus important employeur de la branche avec 2 464 EPT malgré une baisse de près du tiers de ses effectifs sur la décennie. Les *Industries alimentaires*, 1 309 EPT, ont connu une évolution inverse depuis 1991 avec un gain de 288 emplois (+28,2%). On trouve ensuite l'*Edition et l'impression* (1 140 EPT) et la *Fabrication d'instruments médicaux, d'instruments de précision, d'optique et horlogerie* avec 1 071 EPT.

### Commerce: les pertes touchent surtout le commerce de gros

Encore premier employeur lausannois du tertiaire en 1991, le *Commerce* n'est plus que le troisième en 2001 avec 9 230 emplois EPT. Ce recul traduit une diminution d'un tiers des effectifs (-4 678) sur la décennie dont 4,5% de 1998 à 2001. Cependant, cette perte n'est pas répartie également

entre les différentes divisions de la branche: elle touche d'abord le *Commerce de gros* qui ne compte plus que 40% des emplois qu'il avait en 1991 (-2 874) et le *Commerce et réparation d'automobiles* qui perd près d'un tiers de ses effectifs (-426 EPT). Le *Commerce de détail* résiste mieux puisque l'emploi n'y diminue «que» de 17% (-1 379 EPT). De 1998 à 2001, le *Commerce de détail* a retrouvé la croissance (4,6%) alors que le *Commerce de gros* a encore perdu un quart de ses effectifs.

Dans les autres communes de Lausanne Région, l'image de l'évolution du *Commerce* est sensiblement différente. Grâce à une hausse de 6,7% de 1998 à 2001, les effectifs globaux de la branche restent stables sur la décennie (12 536 emplois). Si, comme à Lausanne, le *Commerce de détail* subit entre 1991 et 2001 une baisse importante de 11,0% (-636 EPT), le *Commerce de gros* connaît pour sa part une croissance de 9,9% (+511), de même que, dans une moindre mesure, le *Commerce et réparation d'automobiles* (2,8%; +47 EPT).

Il est légitime de penser que des transferts d'établissements expliquent en partie cette baisse du commerce de gros à Lausanne concomitante à la croissance dans les communes de la couronne. Les données du recensement fédéral des entreprises permettent d'identifier le déplacement de 32 établissements qui représentent 476 emplois EPT.

### Hôtellerie et restauration: plus d'hôtels, moins de restaurants

Sur la décennie, la branche *Hôtellerie et restauration* a vu ses effectifs diminuer de 18,7% (-960) à Lausanne. Elle emploie cependant toujours 6% (4 775 EPT) des actifs de la ville. De 1995<sup>1</sup> à 2001, on recense 30 restaurants de moins et 10 établissements d'hébergement de plus dans la ville.

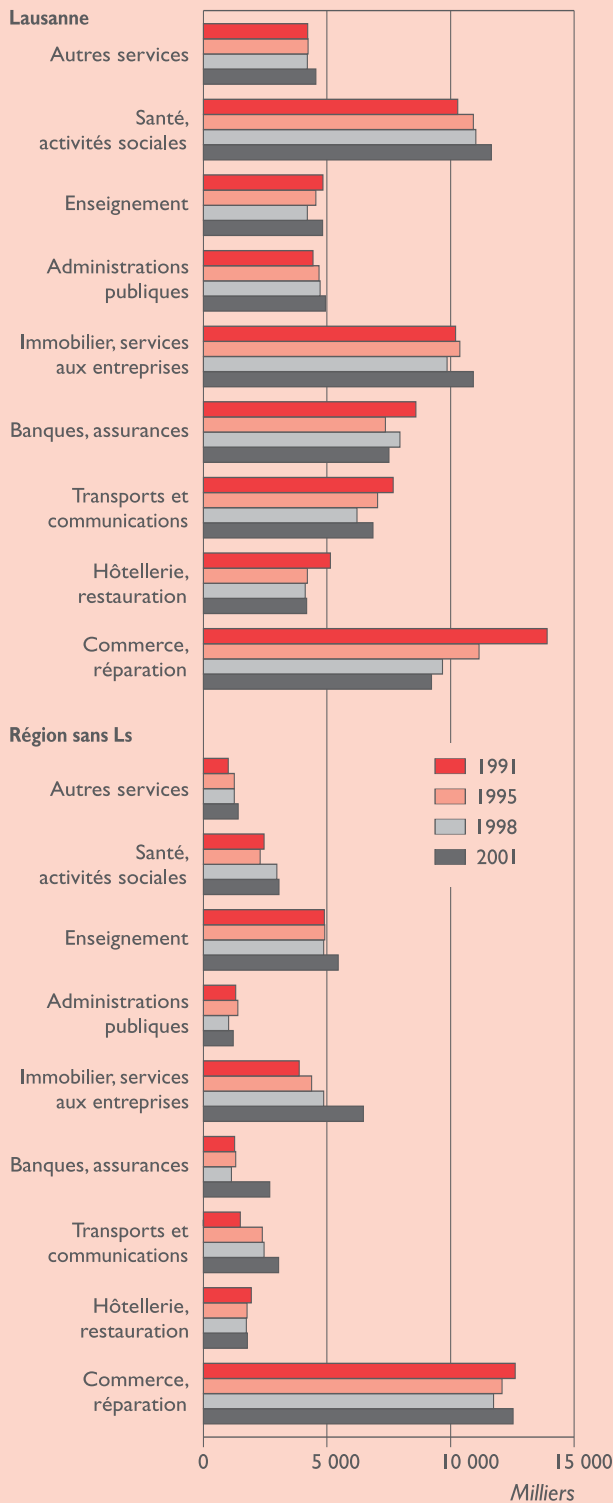
La branche est moins importante dans les autres communes de la région où elle représente 4% (2 090 EPT) de l'emploi. Elle a connu une baisse de 7,6% de ses effectifs sur la décennie.

### Transports et communications: de la ville vers la banlieue

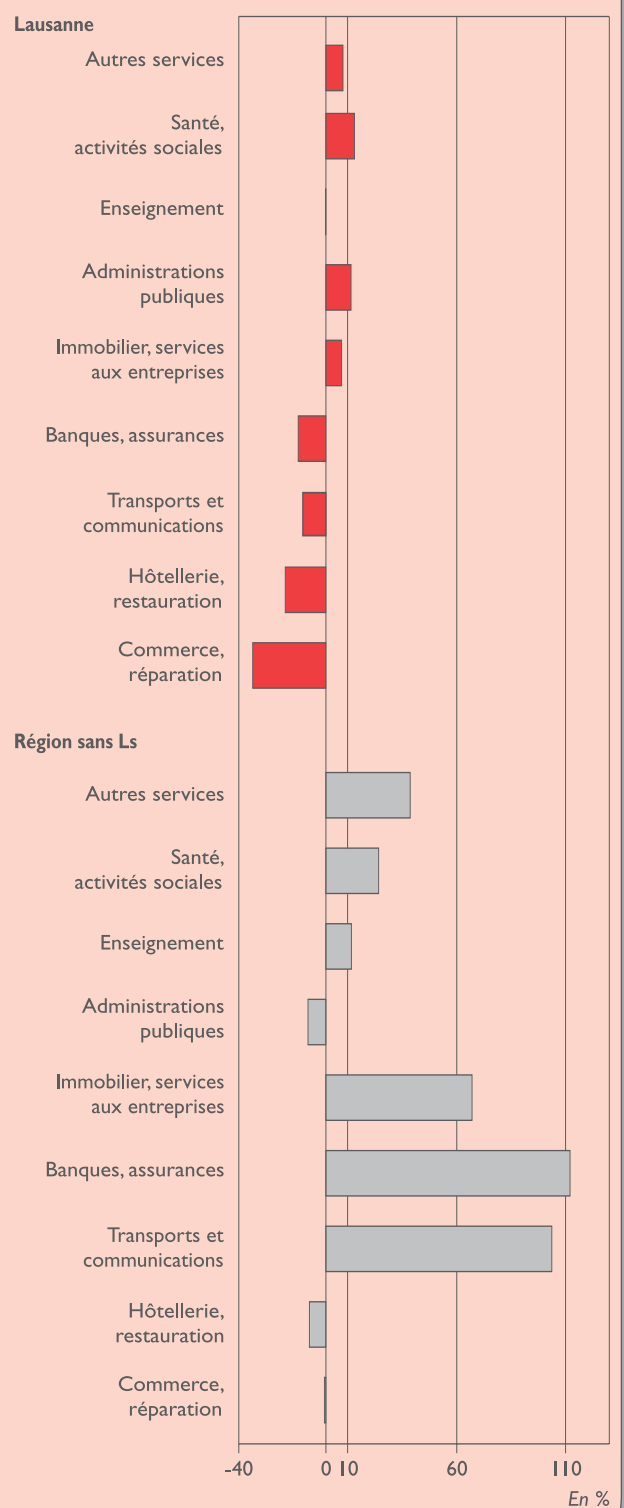
A Lausanne, de 1991 à 2001, la branche *Transports et communications* a perdu 817 EPT (-10,6%). Durant la même

<sup>1</sup> Le changement de classification des activités économiques survenu en 1995 ne permet pas de remonter à 1991 à ce niveau de détail.

**Emplois (EPT) du secteur tertiaire par branches, 1991 - 2001**



**Variation (%) de l'emploi (EPT) du secteur tertiaire par branches, 1991 - 2001**



période elle en gagnait 1 546 (+ 103,7%) dans les autres communes de la région. Ce résultat très contrasté s'explique d'une part par une croissance de 113,3% (+ 466 EPT) des *Communications*, notamment la téléphonie, dans la couronne et, d'autre part, par le transfert de la ville vers les autres communes de 6 établissements de *Transports* (861 EPT), dont principalement les Transports Publics de la Région Lausannoise. A Lausanne, les *Communications* n'ont pas connu une telle croissance (- 1,1 %).

### **Banques et assurances: Lausanne subit les effets des fusions bancaires**

Entre 1991 et 2001, la branche perd 1 091 emplois (- 12,7%) à Lausanne. Dans le seul secteur bancaire, la perte s'élève à 1 840 emplois (- 38,6%). Elle est quelque peu compensée par la croissance des *assurances* (577 emplois, + 19,3%) et des *services auxiliaires* (+249).

La concentration du secteur bancaire, tant des grandes banques que des banques régionales, est à l'origine de ce résultat. Elle se concrétise par des fermetures d'agences et des économies d'échelle dans les services administratifs qui toutes deux ont des conséquences sur l'emploi.

Les mêmes causes n'ont pas les mêmes effets dans les communes de la couronne lausannoise. Ces dernières ont d'une part moins d'agences des grandes banques sur leur territoire et elles bénéficient d'autre part de la politique d'économie d'échelle qui s'accompagne de la création de nouveaux centres administratifs en périphérie. La branche y connaît ainsi une croissance de 112% (+ 1 422 EPT). Avec le transfert de deux centres administratifs bancaires du centre vers l'Ouest lausannois, le secteur bancaire fournit 882 emplois supplémentaires, les assurances 307 et les services auxiliaires 233.

### **Immobilier, informatique, services aux entreprises: forte croissance de l'informatique**

Dans son ensemble, la branche compte 727 emplois EPT (+ 7,1 %) de plus au terme de cette décennie à Lausanne. Alors que l'*Immobilier* perd quelques emplois, la *Recherche et développement* (+ 220 EPT ou + 39,2%) et surtout les *Services informatiques* (+ 710 EPT ou + 133,7%) connaissent une forte croissance.

Cette croissance est encore beaucoup plus forte dans les autres communes de la région avec 2 601 emplois créés (+ 67,1 %) de 1991 à 2001. Là aussi l'informatique se taille la

part du lion avec un gain de 1 288 emplois EPT (+ 253,7%). Sur l'ensemble de Lausanne Région les entreprises de cette branche sont les plus importants créateurs d'emplois de la décennie: 3 328 EPT.

### **Administrations publiques: croissance à Lausanne**

Dans sa définition statistique, cette branche ne recouvre pas l'ensemble du secteur public, mais uniquement l'administration *stricto sensu* ainsi que la sécurité publique (police, pompiers) et la justice.

A Lausanne, capitale cantonale, les *Administrations publiques* comptent 4 942 emplois EPT, soit 7% des emplois de la ville. Avec 513 emplois de plus qu'en 1991, la branche connaît une croissance de 11,6% sur la période.

Dans les autres communes de la région cette branche ne représente que 1 202 emplois EPT en 2001 (2% des emplois), soit 107 de moins qu'en 1991 (-8,2%).

A Lausanne, le secteur public, considéré cette fois dans son ensemble, avec notamment le CHUV et l'enseignement public, représente 22% de l'emploi EPT en 2001 alors qu'en 1991 sa proportion était de 24%. Ce changement est le résultat d'une diminution de 3 202 EPT durant la décennie, due notamment au changement de statut de grandes régies fédérales telles que les CFF.

Avec 15% en 2001, la proportion du secteur public est plus faible dans les autres communes de la région. Elle reste stable sur la décennie (+ 398 EPT).

### **Enseignement dans la région, santé et activités sociales dans la ville**

A Lausanne, la branche *Enseignement*, privé et public confondus, regroupe 7% de l'emploi en 2001, sans changement par rapport à 1991.

Dans la couronne lausannoise, l'*Enseignement* représente 10% de l'emploi grâce à la présence des hautes écoles. Elle a connu une croissance de 11,6% depuis 1991 (+ 568 EPT).

La branche *Santé et activités sociales* a connu à Lausanne une croissance de 13,2% (+ 1 360 EPT) de 1991 à 2001, ce qui en fait le premier employeur de la ville avec 11 658 emplois EPT.

Avec 6% de l'emploi (3 055 EPT), la part de la branche *Santé et activités sociales* est plus modeste dans les autres communes de la région. Elle a cependant connu une croissance de 24,2% (+ 595 EPT) de 1991 à 2001.



## ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES

Le recensement définit un *établissement* comme un espace où une ou plusieurs personnes exercent une activité économique.

Une *entreprise* répond à une définition juridique: c'est la plus petite unité juridiquement indépendante. Une même entreprise peut regrouper plusieurs établissements géographiquement distincts. On parle alors d'établissement principal pour le «siège» de l'entreprise et d'établissements secondaires pour les succursales. S'il est unique, un établissement constitue à lui seul une entreprise.

Le découpage des administrations publiques en établissements et entreprises, n'est guère pertinent.

### Secteur marchand

Nous n'observerons dans ce chapitre que les établissements et les entreprises du secteur marchand qui regroupe l'ensemble des activités à but lucratif. On y retrouve presque toutes les entreprises du secteur privé excepté les associations telles les œuvres d'entraides, les partis politiques ou les églises. On y trouve également une partie des activités du secteur public comme la Poste, les hôpitaux ou les services industriels qui vendent une prestation aux entreprises ou aux particuliers. Par rapport à la notion de secteur privé/public, le concept de secteur marchand/non-marchand offre de meilleures possibilités de comparaison entre les villes et les régions; les services industriels, par exemple, sont de nature juridique publique à Lausanne alors qu'ils sont privés dans d'autres villes. Il en va de même pour les comparaisons dans le temps, ainsi les CFF ont toujours fait partie du secteur marchand alors qu'ils étaient de nature juridique publique en 1998 et sont devenus une entreprise privée.

En 2001, le secteur marchand regroupe 85% de l'emploi EPT tant à Lausanne que dans les autres communes de la région.

### Les établissements de la région lausannoise plus grands que ceux du canton

Les 6 794 établissements du secteur marchand lausannois regroupent en moyenne 9,1 emplois EPT. Les établissements de la région ont une moyenne d'emplois identique (9,2) alors que la moyenne pour le canton est de 7,4.

Cette moyenne masque cependant des situations très différentes puisque à Lausanne et dans la région 37% des établissements comptent moins de 2 emplois EPT alors que seul 1% compte plus de 50 EPT.

#### Etablissements du secteur marchand par taille, 2001

	Lausanne	Lausanne Région	Vaud
Micro (1-9 EPT)	5 835	9 927	25 429
Petits (10-49)	779	1 384	3 012
Moyens (50-249)	157	276	523
Grands (250 et plus)	23	45	71
Ensemble	6 794	11 632	29 035

#### Emplois EPT par taille d'établissements, du secteur marchand, 2001

	Lausanne	Lausanne Région	Vaud
Micro (1-9 EPT)	16 009	27 342	68 008
Petits (10-49)	15 657	27 723	59 515
Moyens (50-249)	15 555	27 571	51 173
Grands (250 et plus)	14 745	24 068	36 184
Ensemble	61 966	106 705	214 881

A Lausanne et dans la région, 26% des emplois EPT s'exercent dans des micro-établissements contre 32% dans le canton. Les grands établissements regroupent 24% des emplois dans la ville, c'est un peu plus que dans la région (23%) mais beaucoup plus que dans le canton (17%). Le tiers des grands établissements vaudois sont installés à Lausanne.

### La plupart des entreprises présentes à Lausanne n'ont qu'un établissement

En 2001, dans le secteur marchand, 86% des 6 210 entreprises présentes à Lausanne ne sont formées que d'un seul établissement. Les 14% d'entreprises multi-établissements représentent cependant presque la moitié (49%) de l'emploi EPT. La proportion d'emplois EPT exercés dans des entreprises multi-établissements est identique dans les autres communes de la région (49%) mais elle est nettement plus faible dans le reste du canton (33%).

**Entreprises présentes à Lausanne par taille, secteur marchand, 2001**

	Etablissement unique		Plusieurs établissements	
	Entreprises	EPT	Entreprises	EPT
Micro 0-9	4 876	12 379	187	553
Petites 10-49	434	8 382	285	2 822
Moyennes 50-249	58	5 339	211	6 056
Grandes 250 et plus	3	5 366	156	21 068
Ensemble	5 371	31 467	839	30 499

**Entreprises présentes dans la région par taille, secteur marchand, 2001**

	Etablissement unique		Plusieurs établissements	
	Entreprises	EPT	Entreprises	EPT
Micro 0-9	8 394	21 552	247	788
Petites 10-49	814	15 557	449	4 628
Moyennes 50-249	107	9 892	353	10 365
Grandes 250 et plus	9	7 193	245	36 730
Ensemble	9 324	54 194	1 294	52 511

**Entreprises présentes dans le canton par taille, secteur marchand, 2001**

	Etablissement unique		Plusieurs établissements	
	Entreprises	EPT	Entreprises	EPT
Micro 0-9	21 858	55 488	488	1 835
Petites 10-49	1 889	35 673	756	9 575
Moyennes 50-249	260	23 678	507	17 436
Grandes 250 et plus	19	11 548	316	59 648
Ensemble	24 026	126 388	2067	88 494

**Forme juridique**

A Lausanne, près de la moitié des entreprises du secteur marchand sont des sociétés de type *raison individuelle*, mais elles ne représentent que 12% de l'emploi. Les sociétés *anonymes* regroupent un peu moins du tiers des entreprises, mais 56% des emplois (62% dans la région). Les sociétés anonymes sont encore plus importantes dans les autres communes de la région où elles représentent 35% des entreprises et 69% des emplois EPT du secteur marchand.

## VILLES ET AGGLOMÉRATIONS

### Lausanne, cinquième ville suisse

Tant en terme de population que d'emploi, Lausanne est la cinquième ville de Suisse.

#### Population, emplois, équivalents plein temps, en milliers, 2001

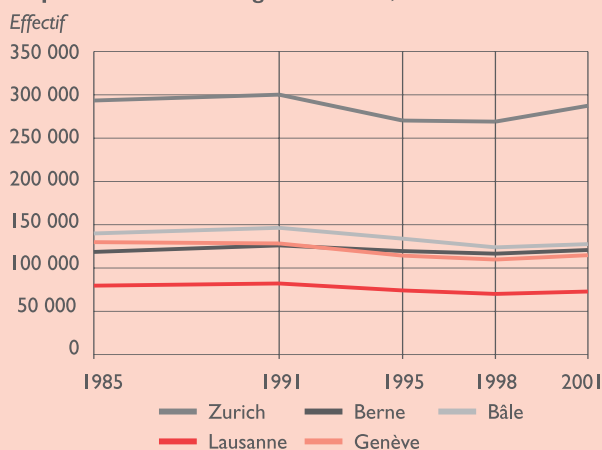
Ville	Population <sup>1</sup>	Emplois <sup>2</sup>	EPT
Zurich	363,3	339,5	287,5
Berne	128,6	146,5	120,8
Bâle	166,6	150,0	1273,7
Genève	178,0	131,4	114,8
Lausanne	124,9	85,7	72,8
Suisse	7 288,0	3 668,5	3 141,8

<sup>1</sup>OFS Recensement Fédéral de la Population 2000

<sup>2</sup>Les institutions internationales ne sont pas comprises dans les recensements fédéraux des entreprises. Pour le canton de Genève, elles représentaient 36 409 emplois en 1998 (source OCSTAT)

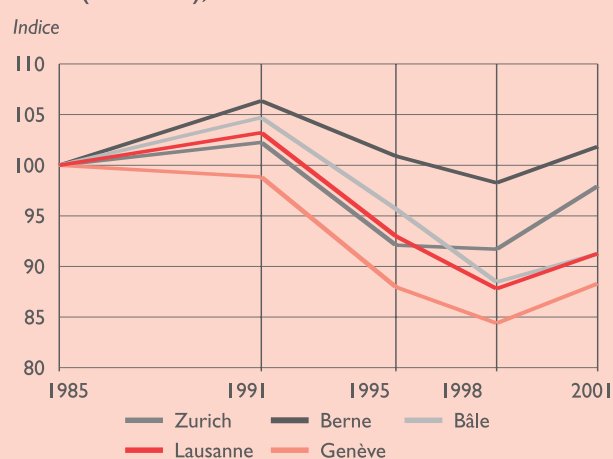
Les cinq plus grandes villes de Suisse connaissent une croissance positive de l'emploi EPT entre 1998 et 2001. Lausanne, avec une croissance de 4,0% de ses emplois mesurés en équivalent plein temps, se classe en 3ème position entre Genève (+4,6%) et Berne (+3,6%). Zurich connaît la plus forte croissance (+6,8%) et Bâle la plus faible (+3,2%).

#### Emplois EPT dans les 5 grandes villes, 1985 - 2001



Entre 1985 et 2001 la croissance n'est positive que pour Berne (1,8%). Sur cette période, Lausanne (-8,7%) se retrouve également en troisième position derrière Berne et Zurich (-2,1%) mais devant Bâle (-8,8%) et Genève qui ferme la marche avec -11,7%.

#### Variation de l'emploi EPT dans les 5 grandes villes, indice (1985=100), 1985 - 2001



### Spécialisation des villes

Bâle se distingue des autres villes par sa forte proportion d'emploi du secteur secondaire (27%), loin devant Berne (15%), Zurich (14%), Lausanne (11%) et Genève (9%). Genève et plus encore Zurich sont conformes à leur image de centre financier. La Banque et assurances y regroupent respectivement 17% et 19% de l'emploi contre 10% à Lausanne, 8% à Bâle et 7% à Berne.

Sans surprise, Berne apparaît comme la championne de la branche Administrations publiques: elle y représente 15% de l'emploi. Lausanne vient ensuite avec 7% suivie de Genève (6%), Zurich (4%) et Bâle (4%).

Lausanne a le plus fort indice de spécialisation dans la Santé et activités sociales. Cette branche y occupe 16% de l'emploi pas très loin devant Berne (13%), Genève (12%), Bâle (10%) et Zurich (9%).

**Spécialisation de l'emploi par branches, 5 grandes villes, indice de spécialisation<sup>1</sup>, 2001**

	CH	ZU	BE	BA	LS	GE
Industries	1,0	0,3	0,4	0,9	0,2	0,2
Construction	1,0	0,7	0,6	0,8	0,6	0,4
Commerce, réparation	1,0	0,8	0,6	0,7	0,8	0,9
Hôtellerie, restauration	1,0	1,0	0,7	0,8	0,9	1,2
Transports, communications	1,0	1,1	1,7	1,5	1,3	0,7
Banques, assurances	1,0	3,1	1,1	1,4	1,7	2,9
Immobilier; services aux entreprises	1,0	1,5	1,2	1,4	1,3	1,5
Administrations publiques	1,0	0,9	3,7	0,9	1,7	1,4
Enseignement	1,0	1,3	1,0	0,9	1,3	1,3
Santé, activités sociales	1,0	0,9	1,4	1,1	1,7	1,3
Autres services	1,0	1,3	1,4	1,0	1,7	1,6

<sup>1</sup>L'indice de spécialisation est le rapport entre le pourcentage de la branche dans la ville et le pourcentage de cette même branche en Suisse. S'il est égal à 1, cela signifie que la branche « pèse » le même poids dans la ville que dans le pays.

Toutefois, la capitale vaudoise semble moins spécialisée que les autres villes. Avec ses points forts dans la santé et le social, l'administration, la banque et les assurances et, dans une moindre mesure, les services aux entreprises, elle apparaît comme une généraliste du tertiaire. Ceci explique sans doute la position intermédiaire qu'elle occupe dans les taux de croissance des villes. D'une part, elle réagit moins aux aléas de la conjoncture que Genève mais plus que Berne et, d'autre part, elle est moins sensible à la baisse du secteur secondaire que Bâle.

**Les agglomérations ont une croissance plus forte que leur ville-centre**

Les agglomérations répondent à une définition statistique<sup>1</sup>, elles ne doivent pas être confondues avec des associations de communes, tel que Lausanne Région, qui sont le fruit d'une volonté politique.

Comme la ville, l'agglomération lausannoise est la cinquième de Suisse en termes d'emplois et de population. Toutes les agglomérations connaissent, en termes d'emplois EPT, une croissance plus forte que leur ville-centre.

**Population résidente, emplois, équivalents plein temps, en milliers, 2001**

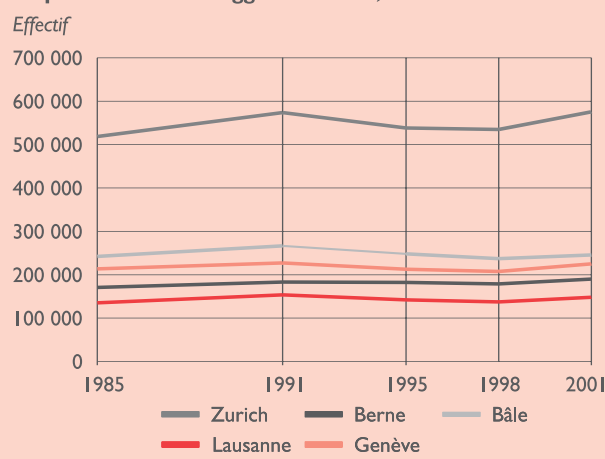
Agglomération	Population <sup>1</sup>	Emplois EPT	Emplois
Zurich	1 080,7	575,6	676,0
Berne	349,1	189,8	228,8
Bâle	479,3	245,5	287,6
Genève	471,3	224,9	255,4
Lausanne	311,4	147,8	172,0
Suisse	7 288,0	3 141,8	3 668,5

<sup>1</sup>OFS Recensement fédéral de la population 2000

De 1998 à 2001, l'agglomération lausannoise se classe en troisième position avec une croissance de 7,9%. Elle se trouve derrière les agglomérations zurichoise (8,5%) et genevoise (8,4%) mais devant l'agglomération bernoise (6,6%) et surtout bâloise (4,0%).

Sur la période allant de 1985 à 2001, toutes les agglomérations connaissent un taux de croissance positif des emplois mesurés en équivalent plein temps. L'agglomération bernoise arrive en tête (11,1%), suivie des agglomérations zurichoise (11,0%), lausannoise (9,3%), genevoise (5,3%) et bâloise (1,4%).

**Emplois EPT dans 5 agglomérations, 1985 - 2001**



<sup>1</sup>L'Office fédéral de la statistique définit les agglomérations en se basant notamment sur la proportion d'habitants d'une commune qui travaille dans le centre et sur la continuité territoriale à partir des indications du Recensement fédéral de la population. Dans ce chapitre, la délimitation issue du RFP 2000 a été retenue.

Ce classement est identique à celui des villes-centres, ce qui n'est guère surprenant. Les villes-centres regroupent en effet de 64% (Berne) à 49% (Lausanne) des emplois de l'agglomération.

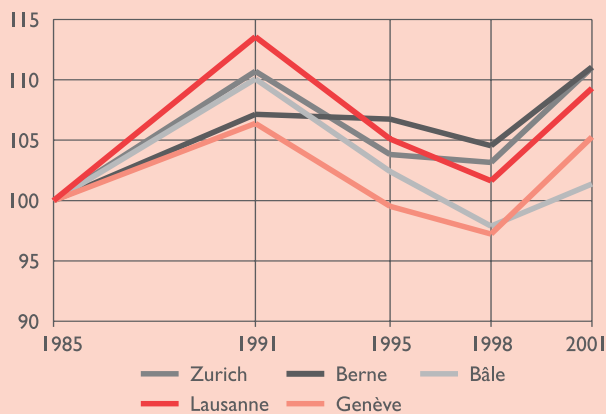
#### Taux de croissance de l'emploi EPT en pourcent dans les villes et les agglomérations, 1985-2001

	Ville	Agglomération
Zurich	-2,1	11,0
Berne	1,8	11,1
Bâle	-8,8	1,4
Genève	-11,7	5,3
Lausanne	-8,7	9,3

Ce qui frappe cependant, c'est la constance du développement plus important des agglomérations par rapport à leur centre. Entre 1985 et 2001, cette différence de croissance est la plus faible dans l'agglomération bernoise et la plus forte dans l'agglomération lausannoise.

#### Variation de l'emploi EPT dans 5 agglomérations, indice (1985=100), 1985 - 2001

Effectif



### Spécialisation des agglomérations

Plus vastes, les agglomérations répondent à plus de fonctions économiques que les villes-centres. Leur spécialisation est donc diluée même si l'on retrouve en leur sein les caractéristiques de leur centre. On retrouve ainsi dans l'agglomération lausannoise la spécialisation dans la *Santé et activités sociales* mais à un niveau inférieur à celui de la ville et identique à celui de l'agglomération bernoise.

#### Spécialisation de l'emploi par branches dans 5 agglomérations, indice de spécialisation 2001

	CH	ZU	BE	BA	LS	GE
Industries	1,0	0,6	0,5	1,0	0,5	0,5
Construction	1,0	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
Commerce, réparation	1,0	1,0	0,9	0,9	1,1	1,0
Hôtellerie, restauration	1,0	0,9	0,7	0,8	0,8	1,0
Transports, communications	1,0	1,3	1,4	1,2	1,1	1,0
Banques, assurances	1,0	1,8	0,9	0,8	1,1	1,6
Immobilier, services aux entreprises	1,0	1,5	1,3	1,3	1,2	1,4
Administrations publiques	1,0	0,7	2,6	0,8	1,1	1,0
Enseignement	1,0	1,2	1,2	1,1	1,7	1,3
Santé, activités sociales	1,0	0,9	1,4	1,2	1,4	1,3
Autres services	1,0	1,1	1,3	1,0	1,3	1,5

A la différence de la ville, l'agglomération lausannoise, qui inclut l'EPFL et l'Université de Lausanne, se distingue par une spécialisation dans l'enseignement.



## ANNEXES

**Emplois par branches, 1985-2001**

<b>Lausanne</b>	<b>1985</b>	<b>1991</b>	<b>1995</b>	<b>1998</b>	<b>2001</b>
Industries extractives	48	60	54	82	90
Industries manufacturières	6 954	5 565	4 420	3 495	3 737
Production énergie, eau	701	653	775	580	527
Construction	7 520	7 417	4 884	4 290	4 163
Commerce	16 198	16 065	12 997	11 412	10 856
Hôtellerie et restauration	5 276	5 581	4 660	4 629	4 775
Transports et communications	7 625	8 428	8 546	6 889	7 517
Banques et assurances	9 205	9 095	7 857	8 431	7 918
Immobilier, informatique, services aux entreprises	9 253	13 125	12 059	12 167	13 471
Administrations publiques	4 600	4 926	5 271	5 281	5 561
Enseignement	5 532	6 928	6 292	5 831	6 767
Santé et activités sociales	11 830	12 582	13 754	13 995	14 769
Autres services collectifs et personnels	5 070	5 192	5 210	5 137	5 545
<b>Ensemble</b>	<b>89 812</b>	<b>95 617</b>	<b>86 779</b>	<b>82 219</b>	<b>85 696</b>

<b>Lausanne Région</b>	<b>1985</b>	<b>1991</b>	<b>1995</b>	<b>1998</b>	<b>2001</b>
Industries extractives	76	96	91	129	124
Industries manufacturières	20 162	18 880	15 823	14 130	14 606
Production énergie, eau	815	798	907	774	816
Construction	12 218	13 210	9 446	8 140	8 584
Commerce	27 297	30 257	26 860	24 743	24 823
Hôtellerie et restauration	6 872	7 725	6 706	6 616	6 865
Transports et communications	8 566	9 797	10 838	9 104	10 821
Banques et assurances	9 896	10 465	9 263	9 768	10 908
Immobilier, informatique, services aux entreprises	12 117	17 546	17 626	17 955	21 308
Administrations publiques	5 545	6 425	6 834	6 443	6 929
Enseignement	8 755	13 478	12 562	11 958	13 600
Santé et activités sociales	14 148	15 779	16 801	17 898	18 943
Autres services collectifs et personnels	5 997	6 511	6 726	6 673	7 184
<b>Ensemble</b>	<b>132 464</b>	<b>150 967</b>	<b>140 483</b>	<b>134 331</b>	<b>145 511</b>

**Emplois équivalents plein temps par branches, 1985-2001**

<b>Lausanne</b>	<b>1985</b>	<b>1991</b>	<b>1995</b>	<b>1998</b>	<b>2001</b>
Industries extractives	47	59	51	77	86
Industries manufacturières	6 458	5 047	4 053	3 238	3 435
Production énergie, eau	667	637	743	561	509
Construction	7 382	7 212	4 739	4 121	4 036
Commerce	14 492	13 908	11 158	9 669	9 230
Hôtellerie et restauration	4 821	5 139	4 202	4 125	4 179
Transports et communications	6 898	7 683	7 047	6 222	6 866
Banques et assurances	8 794	8 602	7 367	7 956	7 511
Immobilier, informatique, services aux entreprises	7 627	10 201	10 374	9 862	10 928
Administrations publiques	4 168	4 428	4 684	4 723	4 942
Enseignement	3 968	4 839	4 547	4 204	4 828
Santé et activités sociales	10 140	10 298	10 918	11 027	11 658
Autres services collectifs et personnels	4 247	4 214	4 241	4 206	4 547
Ensemble	79 709	82 266	74 124	69 987	72 753

<b>Lausanne Région</b>	<b>1985</b>	<b>1991</b>	<b>1995</b>	<b>1998</b>	<b>2001</b>
Industries extractives	74	92	87	123	119
Industries manufacturières	19 233	17 822	15 031	13 432	13 813
Production énergie, eau	776	778	873	750	787
Construction	11 946	12 756	9 122	7 818	8 271
Commerce	24 464	26 620	23 303	21 567	21 766
Hôtellerie et restauration	6 290	7 073	5 960	5 855	5 965
Transports et communications	7 741	8 917	9 125	8 293	9 904
Banques et assurances	9 422	9 871	8 670	9 094	10 202
Immobilier, informatique, services aux entreprises	10 201	14 079	14 752	14 730	17 407
Administrations publiques	5 044	5 737	6 072	5 739	6 143
Enseignement	6 458	9 732	9 455	9 073	10 289
Santé et activités sociales	12 057	12 758	13 215	14 004	14 713
Autres services collectifs et personnels	5 050	5 225	5 493	5 454	5 949
Ensemble	118 754	131 460	121 156	115 932	125 328





---

---

---

---